

Rapport annuel 2021

LE MOT DU PRÉSIDENT



L'année 2021 a été profondément marquée par la gestion de la pandémie du Covid-19 – une crise immense creusant davantage les inégalités socioéconomiques et mettant à rude épreuve la solidarité entre les pays du Nord et du Sud global. Solidar a été fortement impliqué dans la gestion de ces conséquences dans les pays où il intervient. Bien que la pandémie ne soit pas finie, il est temps maintenant d'agir pour le monde après.

Malheureusement, la pandémie ne fut pas le seul défi. La fin de 2021 a vu émerger des tensions internationales majeures sur le continent européen, se soldant début 2022 par une invasion inhumaine de l'Ukraine. Du jour au lendemain, l'Europe s'est retrouvée face à une guerre sur son territoire, alors qu'elle croyait les tensions apaisées depuis la fin de la guerre froide. Ces événements ont encore une fois mis en avant la nécessité de prendre soin de la démocratie, chez-nous comme ailleurs. Bien qu'elle soit essentielle et fondamentale, ce terreau du futur doit être constamment soutenu et protégé afin de porter ses fruits.

Grâce au soutien de nos partenaires et donateur·trice·s, et en particulier de la Fédération genevoise de coopération, Solidar Suisse Genève a pu contribuer au développement de projets importants au Mozambique, au Burkina Faso et au Salvador. En Suisse et dans le Sud, les équipes ont su relever les défis imposés en s'adaptant habilement aux nouvelles conditions pour honorer les engagements pris, malgré des périodes d'activité instables et dangereuses.

Face aux crises, la solidarité est un des remèdes les plus puissant. Faisons en sorte qu'elle puisse s'accroître et se répandre.

Valery Bragar, président

Interview de Beat von Däniken, responsable du Bureau de Coordination de Solidar au Mozambique

ZOOM SUR LE PROJET GOUVERNANCE DES COMMUNES RURALES ET URBAINES, LA DÉMOCRATIE « PAS À PAS »



Géographe de 55 ans, il a œuvré au Burundi, en Afghanistan, au Pérou et en Jordanie, avant d'exprimer le souhait de retourner travailler dans un pays africain après quelques années au siège en Suisse. Après une arrivée en pleine pandémie à Chimoio à la mi-novembre 2020, il a été immédiatement plongé dans son travail, avec une intervention d'urgence exceptionnelle. Au mois de décembre 2020, l'ouragan tropical Chalane dévastait la province de Manica, déjà frappée par le cyclone Idai. Son équipe a rapidement dû organiser l'accès à l'eau potable, aux produits d'hygiène et organiser des mesures de protection pour les familles les plus pauvres.

Pour Beat von Däniken, l'année 2021 lui offre également l'opportunité d'entrer dans le projet « Gouvernance des communes rurales et urbaines », soutenu par Solidar Suisse Genève depuis 2016. Il revient sur son implication pour ce projet en 2021.

Le projet « Gouvernance communale » est l'un des plus grands projets menés par le BuCo au Mozambique. Pouvez-vous nous expliquer en quoi il consiste exactement ?

Ce projet s'inscrit dans une logique de l'Etat du Mozambique pour décentraliser les prises de décision, ainsi qu'un certain nombre de service et promouvoir la participation des citoyens et des citoyennes. Il s'appuie sur un projet de loi, déterminé en 2016, qui vise à un libre choix des représentants locaux, c'est-à-dire des élections à tous les niveaux (provinces, municipalités et districts). Solidar Suisse Genève appuie ce processus, aussi accompagné par l'ONU et d'autres partenaires de coopération au Mozambique, pour arriver en 2023 à des élections libres.

Quels sont les éléments actuels qui compliquent l'accès à des élections libres au Mozambique ?

Même si la société civile est acceptée, de nombreux représentants de l'Etat, au niveau communal, ne sont pas élus mais nommés par l'Etat central, qui est dirigé par un parti. C'est donc un système de mono-parti qui désigne les autorités communales. Avec ce projet constitutionnel, de loi et de décentralisation, la participation des citoyens et citoyennes, et de la société civile est exigée. Cette participation est demandée tant au niveau de l'engagement politique, que du processus de développement et de la manière de concevoir le territoire et ses prestations. Ce projet vise donc à amener la société civile à participer au processus de développement de leurs communes ou de leur municipalité. Ce qui est écrit sur le papier doit pouvoir être mis en place. Pour conclure, l'enjeu est de créer des assemblées consultatives. Ces conseils permettent de discuter à différents niveaux des priorités, des besoins de prestations pour la population et des

infrastructures nécessaires pour un développement durable de la commune.

Quels ont été les plus gros enjeux en 2021 ?

En 2021, il y a eu des changements d'orientation, d'une part parce que nous avons constaté une participation non-satisfaisante de la société civile, d'autre part, parce que nous aimerions que la société civile s'organise plus efficacement. Il faut s'imaginer que dans une commune il y a facilement 5 à 7 associations. Ces associations locales travaillent avec la population et souvent il y a un manque de concertation entre elles. Cela peut être lié aux thèmes abordés, mais également à des raisons politiques. Nous souhaitons qu'il y ait une voix plus forte de la société civile par rapport à l'autorité, pour organiser ces prises de position. Ce n'est pas facile car la grande faiblesse des associations ou des organisations est économique ainsi que l'accès à la formation. Un déplacement de dix kilomètres est une chose presque impossible, en raison du coût, du transport, etc. Ces associations existent sur le papier mais manquent cruellement de moyens pour développer les processus de consultations. Ce challenge n'est pas nouveau en 2021, mais nous avons essayé de promouvoir davantage ce dialogue entre organisations et associations pour avoir plus de poids face aux autorités, en exigeant, par exemple, la construction d'une école, la mise en place d'un système d'eau... Ce que la société civile pense être juste et important pour son développement.

District : composé des autorités nommées jusqu'en 2023, puis elles seront élues. Les districts ne sont pas l'équivalent des districts suisses.

Municipalité : composée d'autorités élues

Province : composée d'un gouverneur élu, d'un secrétaire d'état nommé, et d'une assemblée provinciale élue

Au Mozambique la population vit avec le Covid-19 et ses restrictions depuis 2020. Comment êtes-vous parvenu à vous organiser face à la pandémie en 2021 ?

Les défis liés à la pandémie ont continué en 2021, majoritairement à cause des restrictions du gouvernement. Il y a eu des restrictions de réunions (limitation de nombres) et donc moins de consultations physiques. Peu de moyens pour organiser ces réunions en ligne existent, car le matériel manque. Malheureusement, cela a augmenté le fait que certains gouvernements locaux prennent des décisions sans prendre en compte la société civile. Les leaders ont constaté que certains projets étaient mis en place sans avoir été consulté. Les écoles ont été fermées pendant plusieurs mois. C'est donc un ralentissement général de ces processus de consultations.

Et pour 2022 ?

Je me réjouis de retourner au Mozambique. C'est le 8^{ème} pays le plus pauvre au monde et il a besoin d'aide, d'une manière ou d'une autre. Je me sens très utile là-bas, beaucoup plus qu'en suisse. Cette année sera charnière car nous allons devoir définir la suite de beaucoup de projets en réfléchissant comment continuer à les mettre en place et à gérer leurs limites. Le mot clé cette année est : « comment » ? On parle ici de long terme pour rendre cette société plus participative et préparée à contribuer au développement local. C'est une année de réorientation du programme, tant humanitaire que sur le long terme. En effet, encore beaucoup trop de familles sont dans le besoin et vivent dans des abris peu résistants, n'ont pas accès à l'eau potable, etc. Il y a encore beaucoup à faire.

Burkina Faso

DEUX LANGUES POUR UNE FORMATION DE QUALITÉ

« L'éducation bilingue balaise enfin l'idée héritée du colonialisme que le savoir ne peut se transmettre avec des langues africaines. »

Pascale Galawendé Zaongo,
Enseignement et responsable de projet pour Solidar Suisse



Solidar Suisse intervient au Burkina Faso depuis 1974, un pays qui compte un total de 59 langues nationales. Le contexte actuel d'insécurité au Burkina Faso affecte les conditions de vie des populations déjà fragilisées par les lacunes des services publics de base et contribue à des grands déplacements forcés des populations civiles affectant la cohésion sociale. Le système scolaire est limité pour prévenir les effets de l'insécurité avec le risque de compromettre l'avenir des élèves. Le projet soutenu par Solidar Suisse Genève vise à renforcer la qualité de l'éducation bi-plurilingue (formelle et non formelle) par deux modules : Interculturalité et communication non violente. Au travers d'enquête, Solidar Suisse Genève veut identifier les besoins des élèves internes déplacés et la manière dont on pourrait y répondre.

Aujourd'hui, plus de 250 écoles dispensent un enseignement bilingue à plus de 35'000 élèves. L'enseignement bilingue est devenu plus commune dans les écoles primaires du pays, ce qui n'a longtemps pas été le cas.

L'année 2021 a été marquée par une dégradation continue de la situation sécuritaire avec 1.6 mio. de personnes déplacées en décembre 2021 et la fermeture de nombreuses écoles. L'enseignement de l'interculturalité et de la communication non violente a commencé et les élèves sont intéressés par les contenus et suivent assidument les cours qu'ils mettent en pratique.



El Salvador

LES FEMMES LUTTENT POUR LEURS DROITS

Au Salvador, une culture fortement imprégnée par le patriarcat entraîne oppression et discrimination des femmes avec une grande cruauté. Le taux de féminicides y est de 6,8% pour 100'000 femmes. La violence sexuelle est en hausse. Alors que 67% des femmes ont déjà subi de la violence notamment domestique, des plaintes sont rarement déposées. Les confinements liés au Covid-19 a accentué ces violences. Nous l'avons constaté dans notre action sur le terrain.

Le projet de SSGE est implémenté à Chalatenango, là où se trouve le seul département disposant d'une unité de prise en charge des victimes. Il se concentre sur la prévention de la violence et la participation des femmes dans les zones rurales. Les modèles établis sont peu à peu bouleversés. Les femmes éduquent les jeunes à l'égalité des droits et à l'auto-détermination sexuelle et s'engage activement dans la prévention de la violence. Elles exigent la prise en considération de leurs préoccupations et de leurs droits à travers la mise en œuvre de politiques municipales d'égalité. Solidar Suisse Genève s'engage à former ces femmes et à collaborer avec les bureaux. Les victimes de violences sont soutenues.



Toutes les **24**
heures une femme
est assassinée au
Salvador



Suisse – sensibilisation à la solidarité internationale

VALORISER LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, UN DÉFI PERMANENT

DES ÉVÉNEMENTS EN LIGNE POUR ÉCHANGER ET DÉBATTRE

L'année 2021 a été particulière pour le comité genevois. En effet, les réflexions et les échanges avec d'autres organisations membres de la Fédération genevoise de coopération (FGC) se sont tous déroulés en ligne. Les quelques événements auquel le comité a souhaité prendre part ont été annulé. Mais cela n'a pas empêché Solidar Suisse Genève de s'impliquer à distance pour participer à la discussion, notamment au travers des Webinaires et conférences en ligne. Maintenir le contact pour sensibiliser le public a été une opportunité à saisir.

Communiquer au travers de la production d'une vidéo ou encore en donnant la parole à la directrice du Service de la solidarité internationale du canton de Genève ont permis à Solidar Suisse Genève de s'offrir une visibilité significative.

27 janvier 2021 : participation au Webinaire sur les marchés publics organisé par Fair Trade Town.

28 janvier 2021 : suivi de la formation sur la Prévention des comportements sexuels répréhensibles (PSCR) organisé par le FEDERESO pour les organisations membres.

24 mars 2021 : intervention de Simone Wassmann, responsable des campagnes Asie du Sud-Est pour Solidar Suisse, lors du panel de discussion « *Ethics & Sustainability : perspectives from the food and fashion industry* » organisé dans le cadre de la semaine de la durabilité Genève.

17 mai 2021 : échanges autour du projet de coopération « Education multilingue » mené au Burkina Faso, avec Sandrine Rosenberger, responsable du programme.

Juin 2021 : création d'une vidéo : Bilan du projet « LanzArte », soutenu par Solidar Suisse Genève depuis 2015.

Pour visionner la vidéo de Tamina Wicky, membre du comité de Solidar Suisse Genève :



20 novembre 2021 (reporté à 2022) : préparation d'un stand de sensibilisation aux conditions de travail dans les usines de fabrication de vêtements lors du festival *the good as new*.

UNE PRÉSENCE NUMÉRIQUE MARQUÉE

Régulièrement, l'association diffuse ses messages via la **page Facebook** de Solidar Suisse. Elle bénéficie ainsi d'une audience significative dans la région genevoise avec 700 followers (2020 : 756) et en Romandie avec plus de 6'600 followers (2020 : 6'300).

Les **newsletters** envoyées régulièrement aux membres et sympathisant·e·s de Solidar Suisse bénéficient d'une audience significative dans la région genevoise avec 2'600 abonné·e·s.

PUBLICATION POUR LE LECTORAT GENEVOIS

SSGE dispose du magazine « Solidarité » édité et diffusé par Solidar Suisse quatre fois par année pour documenter les projets et rendre compte de leur impact auprès du public, des partenaires et des donateur·trice·s.

Le lectorat genevois se compose de 2'275 personnes (2020 : 2'372) réparties sur l'ensemble des communes du canton.

N° 3 – août 2021 : Publication d'une interview de Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du Service de la solidarité internationale du canton de Genève dans le cadre des 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale (LFSI). *Cet interview est disponible en page 5.*

N° 4 – novembre 2021 : Publication d'une brève intitulée « Baromètre de la solidarité internationale » annonçant la publication de la 8^e édition de l'ouvrage par la Fédération genevoise de coopération.

UN ANCRAGE GENEVOIS DÉTERMINANT

Solidar Suisse bénéficie d'un ancrage genevois significatif. En effet, 1'146 personnes résidant du canton en sont membres et/ou donateur·trice·s réguliers (2020 : 1'192). Solidar Suisse Genève bénéficie directement de cette base pour mettre en valeur ses activités et ses projets.

GENÈVE CÉLÈBRE LES 20 ANS DE SA LOI SUR LE FINANCEMENT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le 4 octobre 2021, Genève a fêté les 20 ans de sa loi sur le financement de la solidarité internationale (LFSI). Première du genre en Suisse, elle alloue 0,7 % du budget annuel du canton au financement de projets de coopération internationale.

Texte : Tamina Wicky, membre du comité de Solidar Suisse Genève, photo : DR

« Fidèle à sa longue tradition en matière humanitaire et de promotion de la paix, Genève doit pouvoir s'engager plus largement pour le développement de la démocratie, pour de meilleurs équilibres sociaux et économiques et contre toutes les formes de discriminations. » C'est ainsi que le démocrate chrétien Philippe Glatz commence son rapport pour défendre la LFSI lors des débats préliminaires qui se déroulent durant la session d'automne 2001. Finalement adoptée par une coalition de parlementaires de tous bords, cette loi est une première à l'époque.

La LFSI contraint le canton à verser 0,7% de son budget annuel de fonctionnement à des projets de coopération, d'aide au développement, de promotion de la paix et de défense des droits humains. En principe contraignant, ce taux n'est toutefois pas atteint aujourd'hui. « Dans la réalité, il faut admettre que le canton peine à atteindre le 0,7% voulu par le législateur et affiche depuis plusieurs années un pourcentage de l'ordre de 0,2%, relève Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale du canton de Genève, cela étant l'atteinte de cet objectif dépend aussi de la manière dont on comptabilise l'effort. Par exemple, les Hôpitaux Universitaires de Genève mènent aussi des projets de coopération internationale qui ne sont pas compris dans l'indicateur de 0,7% »

A cela s'ajoute un effort significatif des communes genevoises qui sont toutes engagées dans la solidarité internationale. « Un bon nombre atteignent ou tendent vers le 0,7%. Cela montre que la solidarité internationale a un ancrage local fort et qu'elle est un trait spécifique du canton de Genève », analyse la directrice du service de la solidarité internationale. Elle rappelle également que « le canton et les communes genevoises financent la moitié des aides cumulées de tous les cantons et communes suisses ».

20 ans plus tard, la LFSI a permis de mieux coordonner le financement des projets notamment grâce à la Fédération genevoise de



Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du Service de la solidarité internationale du canton de Genève.

coopération (FGC), interlocutrice privilégiée de l'Etat et des communes genevoises. « Depuis 2003, le canton et la FGC sont liés par un contrat de prestations qui permet un transfert de compétence en faveur de la FGC. Le dernier contrat de prestation porte sur les années 2021 à 2024 et sur un montant annuel de trois millions de francs ».

Enfin, si elle donne un cadre aux institutions concernées notamment en se basant sur les Objectifs de développement durable, la LFSI possède également un potentiel d'adaptation aux enjeux des prochaines années. « La loi et son règlement d'application donnent des orientations claires tout en laissant une certaine latitude pour intégrer des défis tels que le changement climatique ou la discrimination à l'égard des femmes » précise Madame Alonso Lormand.

A l'occasion des 20 ans de cette loi, le Canton organise plusieurs événements dont une rétrospective de l'action de l'Etat de Genève et de ses partenaires ainsi que la publication d'un ouvrage consacré à cette loi.

Des contributions déterminantes

REMERCIEMENTS À NOS PARTENAIRES ET DONATEUR·TRICE·S

L'Etat de Genève et la Ville de Genève par le biais de la Fédération genevoise de coopération (FGC), ont contribué à la concrétisation du projet principal de Solidar Suisse Genève en 2021. Nous les remercions chaleureusement pour leur soutien et leur confiance.

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**
Mettons le monde en mouvement

Structure de l'association

DES VOLONTAIRES, DES COLLABORATEUR·TRICE·S ENGAGÉ·E·S**COMITÉ DE SOLIDAR SUISSE GENÈVE**

	Profession	Mandats et activités associatives
Stéphanie ALIAS , Trésorière <i>Depuis le 20.06.2017</i>	Collaboratrice bancaire	Membre du comité de l'association d'habitants du complexe des Epinettes
Valery BRAGAR , Président <i>Depuis le 01.04.2019</i>	Juriste au sein de l'Etat de Genève	
Mario CARERA , membre <i>Depuis le 24.11.2014</i>	Socio-économiste	Membre du Comité directeur du PSS, du Conseil de fondation SWISSAID et du comité de Solidar Suisse
Fanny DUMAS , secrétaire <i>Depuis le 15.06.2020 (jusqu'au 30.11.2021)</i>	Secrétaire et chargée de projets, Solidar Suisse Genève	
Léa FRIDRICH secrétaire <i>Depuis le 01.12.2021</i>	Secrétaire et chargée de projets, Solidar Suisse Genève	
Aurélie FRIEDLI , membre <i>Depuis le 01.04.2019</i>	Juriste au sein de l'Association des communes genevoises	Directrice administrative de l'Orchestre d'harmonie Etat de Genève
Felix GNEHM , Vice-président <i>depuis le 12.02.2018 (membre depuis le 24.11.2014)</i>	Directeur de Solidar Suisse	Membre du conseil de la Fondation suisse de la Chaîne du Bonheur
Tamina WICKY , membre <i>Depuis le 01.04.2019</i>	Chargée de communication pour la ville d'Onex	Membre du comité de STOP Suicide

ORGANE DE RÉVISION

Balmer-Etienne SA

ORGANISATION STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE

Un organigramme stratégique et opérationnel, une liste des fonctions et principales tâches ainsi qu'une planification annuelle des activités définissent l'organisation de l'association.

FINANCES – COMPTE D'EXPLOITATION ET BILAN

Les comptes 2021 sont présentés dans le rapport de l'organe de révision.

SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE (SCI)

L'association dispose d'un système de contrôle interne.

CONTACT

Solidar Suisse Genève, Maison des Associations, Rue des Savoises 15, 1205 Genève
022 900 06 71, solidar.geneve@solidar.ch, www.solidar.ch/geneve
IBAN : CH55 0900 0000 1491 9165 5

Genève, avril 2022